Évolution économique du Québec 1950-1965

Marcel Daneau

Volume 41, numéro 4, janvier–mars 1966

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1003128ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1003128ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Daneau, M. (1966). Évolution économique du Québec 1950-1965. *L'Actualité économique*, 41(4), 659–692. <https://doi.org/10.7202/1003128ar>

Évolution économique du Québec 1950-1965

Si l'économie de la province de Québec a suivi, au cours des dernières années, le mouvement général d'expansion cyclique qui a prévalu en Amérique du Nord, elle a connu, en même temps, des modifications structurelles importantes sans parvenir à éliminer pour autant un certain nombre de problèmes qui s'y posent de façon chronique. De plus, la législation visant directement ou indirectement l'activité économique a été particulièrement importante depuis quatre ou cinq ans. Enfin, pour des raisons qui ne tiennent pas toutes à l'économie, la croissance de la Province a été suivie, ces derniers temps, avec une attention nouvelle. C'est pourquoi nous pensons que l'article qui suit, pourra en intéresser plusieurs. Il ne prétend pas élucider une question particulière mais constitue un dossier auquel plusieurs pourront sans doute référer avec intérêt.

N. D. L. R.

De profondes transformations ont bouleversé l'économie du Québec au cours des quinze dernières années. Et tous les secteurs de l'activité économique en furent touchés. Certains ont connu une expansion rapide, d'autres, lente. La production, la main-d'œuvre, les prix et les investissements sectoriels reflètent des tendances différentes. Le secteur primaire, par exemple, a une tenue et un développement économiques moins bons que ceux du secondaire et du tertiaire. D'une façon similaire, les régions économiques du Québec subirent aussi de grands changements et dans l'ensemble, les régions périphériques en profitent moins que les régions concentriques. De même, l'importance relative des agents économiques se modifie. L'État provincial joue un rôle de plus en plus grand dans l'activité économique globale et sectorielle en déplaçant, en supportant, en lançant des entreprises qui, autrement, n'auraient jamais vu le jour ou auraient été menacées de disparaître. Bref, la « révolution tran-

quille » a pris durant cette période les aspects d'une révolution économique et industrielle. Comme toute révolution, celle-ci change la face des choses et des gens. L'adaptation est parfois douloureuse. Elle change des structures et des mentalités qui peuvent être souples ou rigides. Elle engendre le développement et la friction. C'est un phénomène normal car la rapidité d'adaptation des individus est variable. Certains s'y opposent, d'autres l'acceptent ou l'appuient. C'est ainsi que se forme une nation sur le plan socio-économique. Globalement, les multiples facettes économiques du Québec se résument aux principaux points suivants durant cette période. 1) La main-d'œuvre s'est accrue considérablement en laissant subsister un chômage chronique. 2) Le taux d'augmentation du revenu personnel s'est accéléré durant les périodes d'activité économique intense pour ensuite diminuer lors des dépressions quasi-cycliques. 3) Les investissements, l'une des composantes les plus sensibles de la comptabilité nationale, ont été fort influencés par le comportement combiné de l'entreprise privée et de l'État. 4) L'État lui-même acquiert une proportion de plus en plus importante du revenu global et son action fiscale prend des dimensions encore insoupçonnées dans tous les domaines. 5) Le relèvement de l'économie québécoise est largement conditionné par sa capacité de concurrence sur les marchés intérieurs et extérieurs. Ayant une économie ouverte, et qui est en passe de le devenir de plus en plus, le Québec ne pourra soutenir la concurrence, se développer et survivre que s'il fait montre d'un dynamisme constant et soutenu sur tous les marchés. 6) La formation d'entrepreneurs canadiens-français compétents, possédant le sens des affaires et de l'innovation, a pris un sens aigu d'actualité. 7) Le Québec s'est forgé ou se forge les outils financiers nécessaires à son expansion. 8) Les faiblesses inhérentes à certaines régions se sont accentuées. 9) La position relative des secteurs économiques, les uns par rapport aux autres, s'est complètement transformée.

Reprenons chacun de ces points, à l'échelle provinciale d'abord, pour les analyser, ensuite, par secteur et par région.

*
* *
*

Pour mesurer la croissance économique d'un pays, on utilise ordinairement le taux de croissance à long terme du volume de

production totale. Or, au Québec, cette comptabilité globale n'existe pas. Nous emploierons donc d'autres variables pouvant servir d'indices de croissance.

Lorsque les différents revenus reçus par les citoyens du Québec sont mesurés de 1950 à 1963, il s'en dégage les faits suivants :

- le revenu personnel total a plus que doublé ;
- le revenu personnel par habitant a augmenté de 80 pour cent ;
- le revenu personnel disponible est passé de 3.15 à 7.54 milliards de dollars ;
- les traitements, salaires et revenus supplémentaires de la main-d'œuvre ont plus que doublé ;
- le revenu net des agriculteurs provenant de l'exploitation agricole a diminué de 14 pour cent ;
- le revenu net des entreprises individuelles non agricoles s'est accru de 88 pour cent ;
- les intérêts, dividendes et loyers nets des personnes n'ont pas tout à fait triplé ;
- les transferts des gouvernements, à l'exclusion de l'intérêt sur la dette publique ont plus que quadruplé.

Le taux de croissance annuel moyen de ces différents revenus varie entre 5 et 8 pour cent, sauf celui des transferts gouvernementaux qui atteint 11 pour cent. En agriculture, le taux de croissance est négatif, soit une diminution moyenne de 1 pour cent.

Bien entendu, le taux de croissance a évolué de façon irrégulière durant cette période. La croissance économique du Québec est marquée par des changements brusques d'orientation, soit vers la baisse, soit vers la hausse. Des hausses remarquables eurent lieu en 1950-1951, et 1955-1956. D'autre part, des baisses tout aussi remarquables furent enregistrées en 1953-1954 et 1958-1959. Depuis 1960, l'essor économique du Québec est croissant et soutenu. Il suit ainsi la tendance nord-américaine de ces dernières années. Des fléchissements sont cependant prévisibles, attribuables à des variations cycliques à court terme. Si l'évolution économique des vingt dernières années se répétait, un certain ralentissement des affaires n'est pas exclu durant les deux prochaines années. Car l'économie québécoise, comme toute autre économie d'ailleurs, engendre durant sa phase de croissance des forces qui amèneront un revirement ou une phase de décroissance. L'apparition d'une telle phase est une certi-

tude, seul le moment de son apparition ne l'est pas. Quoi qu'il en soit, un examen attentif des tendances de l'économie du Québec au cours de la dernière décennie nous révèle que la production globale et les revenus ont augmenté plus rapidement au Québec qu'au Canada et que le bien-être de la population québécoise s'est amélioré sensiblement dans l'ensemble. Mais le Québec n'a pu extirper pour autant la plaie du chômage.

De 1945 à 1953, l'emploi de la main-d'œuvre au Québec s'est maintenu à un haut niveau grâce à une forte demande de biens et services sur les marchés intérieurs et extérieurs. La satisfaction des besoins accumulés durant la dépression de 1930 et des années de guerre explique l'expansion rapide de l'économie québécoise de cette période. Mais le retour à des conditions de paix après la guerre de Corée et le relèvement économique de l'Europe atténuèrent les forces expansionnistes ou réduisirent la demande de notre production et ce ralentissement eut des répercussions immédiates sur l'emploi au Québec. À partir de 1954, la proportion de la main-d'œuvre en chômage par rapport à la main-d'œuvre totale n'a cessé de croître jusqu'en 1961. Même les périodes d'expansion rapide comme celles de 1955 et 1956 n'ont pu réduire le chômage à un niveau acceptable, soit environ 3 pour cent. En fait, de 1950 à 1953, le taux moyen de chômage au Québec a été de 3.7 pour cent. De 1954 à 1957, il a augmenté de moitié pour atteindre une moyenne de 5.8 pour cent, puis, de 1958 à 1961, il s'est encore accru de 50 pour cent pour se fixer à 8.8 pour cent. De 1962 à 1964, le taux de chômage a légèrement fléchi à 7.2 pour cent. Il dépasse encore largement les meilleures années d'expansion économique des deux dernières décennies.

L'incidence du chômage au Québec est très inégale. Elle touche toute l'économie, il est vrai, mais certaines régions (Gaspésie, Bas St-Laurent, Abitibi), certaines occupations (agriculture, pêche, forêt, construction) et certains groupes d'âge (main-d'œuvre jeune non spécialisée et les plus âgés) en sont frappés plus que d'autres.

À l'échelle régionale, en particulier, le taux de chômage atteint durant certaines périodes de l'année des sommets inimaginables. En Gaspésie, par exemple, 62.5 pour cent des pères de famille d'âge actif tombent en chômage durant la période hivernale. En été, ce

taux est réduit à 17.5 pour cent ¹. Les pertes de ressources humaines et matérielles qui découlent d'une telle situation, tant à l'échelle provinciale que régionale, sont incalculables. Et, à moins que des politiques expansionnistes continues ne soient mises en place, une détérioration nouvelle du marché du travail ne peut être écartée. Une analyse de l'évolution de la main-d'œuvre au Québec révèle les caractéristiques suivantes, de 1950 à 1964 :

- la main-d'œuvre totale a augmenté de 35 p.c. ;
- la main-d'œuvre non agricole s'est accrue de 50 p.c. ;
- la main-d'œuvre agricole a diminué de moitié ou à peu près ;
- la main-d'œuvre en chômage a plus que doublé, passant de 63,000 en 1950 à 131,000 en 1964.

Durant les quinze dernières années, le taux moyen annuel d'accroissement de la main-d'œuvre en chômage atteint 8.4 pour cent. Si un tel taux se maintient encore dix ans, le nombre de chômeurs doublera presque d'ici à 1974, pour atteindre le chiffre respectable d'environ 240,000 chômeurs. D'autre part, le Québec semble au seuil d'une augmentation de la main-d'œuvre totale sans précédent dans le passé. La haute natalité des années de guerre et de l'après-guerre fera déferler sous peu une vague de jeunes sur le marché du travail. De 1950 à 1964, l'augmentation de la main-d'œuvre totale a été de 503,000, soit un accroissement annuel moyen d'environ 38,000 individus ou un taux moyen d'à peu près 2.2 pour cent. De 1964 à 1974, le taux annuel moyen d'accroissement de la main-d'œuvre atteindrait 3.1 pour cent. À ce rythme, il faudra créer un minimum de 630,000 emplois durant la prochaine décennie. Bref, pour éviter de graves problèmes socio-économiques, il faudra accélérer la croissance économique du Québec au cours des prochaines années. Et, pour ce faire, il ne faut compter en aucune façon, sur le secteur agricole dont le taux de diminution annuel moyen a été de 4.9 pour cent de 1950 à 1964. Enfin, nous tenons à signaler un autre point en ce qui a trait à l'emploi. Certains groupes de travailleurs ont été sans emploi durant de longues périodes. Dans les cas extrêmes, une telle prolongation a rendu cette main-d'œuvre pratiquement inemployable. À une croissance économique élevée devra donc correspondre une réadaptation de cette

1. Daneau, Marcel, *Situation économique des familles rurales de la Gaspésie*, 1963 (inédit).

main-d'œuvre, permettant ainsi d'atténuer au minimum les conséquences des changements structurels dans certains secteurs de notre économie.

On ne peut parler de l'évolution économique du Québec sans mentionner l'une de ses composantes les plus importantes : les finances publiques. De 1950 à 1963, les gouvernements provincial et municipaux ont absorbé une proportion de plus en plus grande de la production globale au Québec. Cette proportion atteindrait, dans les années récentes, environ 32 pour cent de notre production. C'est donc dire que l'apport gouvernemental à l'économie québécoise est devenu primordial. Bien plus, durant la dernière décennie, le taux d'accroissement des dépenses gouvernementales a nettement dépassé celui de la production provinciale. L'augmentation s'est surtout manifestée par suite d'un accroissement marqué du volume et du coût des divers services publics, comme l'enseignement, les routes, la santé et le bien-être social. Toutefois, cette évolution a été extrêmement irrégulière. De 1950 à 1963, elle peut être divisée en deux phases : la première couvre la période de 1950 à 1960, la deuxième, de 1960 à nos jours.

Durant la première phase, le taux d'accroissement annuel moyen des dépenses totales générales brutes provinciales a été de 10 pour cent environ. Celui des dépenses totales municipales atteignait un peu plus de 9 pour cent. La vitesse de changement était à peu près similaire à ces deux paliers gouvernementaux. Les dépenses provinciales étaient une fois et demie plus grandes que les dépenses municipales.

Durant la deuxième phase, le taux d'accroissement des dépenses provinciales double, alors que le taux d'accroissement des dépenses municipales diminue de moitié. Dans une certaine mesure, il y a déplacement des recettes et des dépenses des municipalités vers le gouvernement provincial. Une nouvelle répartition des responsabilités entre les gouvernements provincial et municipaux est présentement en cours et provoque de profonds changements et de continues adaptations. Si cette tendance se continue, comme il est à prévoir, le déplacement des recettes fiscales produira de fortes tensions sur les finances municipales qui ne peuvent jouer que sur un champ très restreint de l'assiette fiscale.

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Le Québec a connu, de 1950 à 1964, une période d'investissements privés et publics sans précédent. De nombreux facteurs ont contribué à cette évolution. L'augmentation de la population et des familles a accru la demande de nouvelles habitations. La mise en valeur de nos ressources naturelles a exigé des capitaux massifs. Des revenus plus élevés en général ont stimulé la demande de biens et services et des biens d'équipement qui les produisent. La croissance urbaine a eu d'importantes répercussions sur les dépenses d'infrastructure ou d'équipement social, comme les routes, les aqueducs et les écoles. En 1961, par exemple, 77 pour cent des ménages vivaient en milieu urbain. De façon générale, les conditions de financement sont demeurées faciles grâce à des taux d'intérêt relativement bas. Une expansion rapide des investissements s'est donc produite au Québec au cours des quinze dernières années et nous pouvons en dégager les traits suivants. De 1950 à 1964, les investissements dans la construction, la machinerie et l'équipement ont plus que triplé. Le taux d'accroissement annuel moyen a été de 8.9 pour cent. Dans l'ensemble, le taux d'accroissement de la construction a été plus élevé que celui de la machinerie et de l'équipement. Ce qui frappe surtout lorsque l'on examine attentivement le comportement des investissements, c'est leur relative instabilité durant cette période. Non seulement le taux d'accroissement varie-t-il d'une année à l'autre, mais encore passe-t-il par des phases successives d'expansion et de contraction. Point encore plus important, son comportement erratique conditionne fortement l'économie générale du Québec. Un accroissement des investissements se traduit par une expansion de l'économie québécoise et vice versa. De 1950 à 1954 et de 1956 à 1960, le taux d'accroissement des investissements décroît. De 1954 à 1956 et de 1960 à 1964, il croît. Parallèlement, l'économie du Québec suit les mêmes tendances : le chômage ou l'emploi se généralisent, les revenus s'accroissent ou s'affaissent. Depuis quelques années, cependant, l'amplitude des variations s'atténue grâce à l'apport stabilisateur des politiques fiscales des gouvernements fédéral et provincial. Des investissements croissants dans le secteur public équilibrent, en partie, les variations qui apparaissent dans le secteur privé. Du point de vue du rapport entre les investissements et la production, notons finalement que le Québec devance le Canada, les États-Unis et un grand nombre de pays européens. De fait, les

nouveaux investissements au Québec en pourcentage de la demande globale atteignaient environ 23.6 en 1964. À une demande globale estimée à 12 milliards de dollars, les investissements privés et publics contribuaient pour une somme de 2.7 milliards de dollars. Au Canada, ce pourcentage est d'environ de 18 et, aux États-Unis, de 12. De forts investissements expliquent d'ailleurs une croissance plus dynamique au Québec qu'au Canada.

L'épargne au Québec est-elle suffisante pour financer et maintenir un tel niveau d'investissements ? Sinon, ne doit-on pas importer des épargnes de l'extérieur du Québec ? Une estimation de l'épargne nette des personnes et de l'épargne des entreprises les établit à moins d'un milliard et quart en 1961. Pour ce qui est de l'épargne gouvernementale, elle aurait été négative ces dernières années, les dépenses excédant les recettes. Par surcroît, les investissements de l'État ont été financés en grande partie au moyen d'emprunts.

Si l'on compare l'épargne nette des personnes et celle des entreprises avec les immobilisations totales privées et publiques, on constate l'évolution suivante : en 1951, l'épargne atteint 80 pour cent des investissements ; en 1953, 70 pour cent ; en 1957, 49 pour cent ; en 1959 et 1961, 57 pour cent. Il y a une diminution relative des épargnes par rapport à l'accroissement des investissements. Les épargnes annuelles ne seraient pas suffisantes pour financer les investissements au Québec. La croissance économique y dépend donc encore dans une large mesure de l'entrée de capitaux en provenance des autres provinces canadiennes, des États-Unis ou de l'Europe. Ce qui nous amène à examiner l'évolution des dépenses de consommation.

De 1950 à 1963, les ventes au détail effectuées au Québec ont plus que doublé, passant de 2.2 à 4.8 milliards de dollars. Le taux d'accroissement annuel moyen a été de 6.2 pour cent durant cette période. Mais l'augmentation a varié selon les années d'expansion ou de contraction économiques, étant plus lente dans celles-ci que dans celles-là. De façon générale, cependant, une amélioration sensible du niveau de vie moyen s'est traduite par une augmentation rapide de la demande de biens durables et non durables et de ser-

vices. La demande de biens durables, comme l'automobile, a évolué très rapidement au cours des quinze dernières années. Par exemple, la valeur au détail de tous les véhicules automobiles neufs vendus au Québec a plus que triplé. De 167 millions en 1950, les ventes ont grimpé à 527 millions en 1963. Quel est maintenant l'effet d'un tel accroissement sur l'épargne personnelle ? Le pourcentage du revenu personnel disponible absorbé par l'épargne nette des personnes varie d'une année à l'autre. En longue période, il se maintient en moyenne à 7 pour cent du revenu disponible. Si un tel taux d'épargne se maintient au cours des années à venir au Québec, les épargnes nettes globales personnelles augmenteront avec un accroissement du revenu disponible. Mais, sans une élévation du taux d'épargne lui-même, ce qui est peu probable, les épargnes personnelles ne croîtront jamais assez rapidement pour permettre un financement substantiel des investissements au Québec. D'autre part, l'épargne forcée par l'établissement d'un système universel de caisse de retraite constituera d'ici peu une importante source de capitaux pour la province. Quelles en seront les répercussions sur le volume des épargnes et sur le taux des épargnes privées, nul ne saurait encore le dire. L'expérience américaine tend à laisser croire que les effets pourraient ne pas être très sensibles.

*
* * *

Une économie dynamique implique un rythme élevé de production dans tous les secteurs d'activité économique qui la composent : le progrès ne saurait être rapide sans un degré élevé d'utilisation de toutes les ressources. En somme, les tendances et les problèmes d'adaptation dans les industries primaires, secondaires et tertiaires conditionnent l'évolution économique du Québec. Nous examinerons donc maintenant l'économie du Québec par secteur.

Les industries primaires (agriculture, forêt, pêche, mines) jouent encore un rôle très important dans l'économie du Québec. Depuis quelques années, toutefois, elles font face à de réels problèmes d'adaptation. L'industrie agricole, en particulier, subit des changements économiques importants et parfois aussi extrêmement douloureux.

Durant la période 1950-1963, le revenu brut total de l'agriculture a augmenté très lentement au Québec, soit en moyenne d'environ 2.6 pour cent par an. Cependant, en termes de valeur, la production agricole a baissé considérablement par rapport à la production totale. En pourcentage du produit provincial brut, la production de l'agriculture était rendue à environ 5 pour cent en 1963. À une production totale estimée à 11 milliards de dollars, l'agriculture contribuait pour une valeur de 554 millions. L'évolution du revenu net total est encore plus frappante au cours des quinze dernières années. Le taux d'accroissement annuel moyen du revenu net total a été négatif : diminution moyenne de 0.5 pour cent. Cette diminution moyenne fut accompagnée par un très fort mouvement de population vers les régions urbaines. Le nombre de personnes employées dans le secteur agricole est passé de 254,000 en 1950 à 121,000 en 1964. Il en résulte que, dans l'ensemble, le revenu net par exploitant de ferme a eu tendance à augmenter durant cette période car, à une diminution relative du revenu, correspond une diminution plus que proportionnelle de la main-d'œuvre. Il n'en reste pas moins des différences substantielles entre les revenus des exploitants agricoles et de ceux qui travaillent dans d'autres secteurs de l'activité économique. Les éléments principaux de ces différences sont nombreux. Une baisse de la productivité agricole sur un très grand nombre de fermes du Québec en est un. Mais l'élément premier est une détérioration des termes d'échange de l'agriculture québécoise. Les prix des produits agricoles ont augmenté moins rapidement que ceux des produits industriels ou, ce qui est la même chose, les prix reçus par les cultivateurs à la vente des produits agricoles s'accroissent moins rapidement que les prix payés par les cultivateurs, à l'achat de produits industriels ou transformés. La cause fondamentale de la détérioration des termes d'échange est la croissance relativement lente de la demande des produits alimentaires par rapport à la croissance des revenus. Aujourd'hui, plus d'argent est aussi dépensé pour les services reliés aux denrées alimentaires que pour les denrées elles-mêmes. Parmi les autres facteurs qui ont pu contribuer au déclin relatif des revenus des cultivateurs du Québec, notons le manque d'instruction et de formation professionnelle d'un grand nombre d'entre eux, des ressources financières insuffisantes pour changer d'occupation ou pour agrandir

leur exploitation agricole et, enfin, un certain vieillissement des agriculteurs depuis quelques années. Toute politique d'aide à l'agriculture au Québec qui aura pour objet le soutien des revenus des cultivateurs devra tenir compte de l'ensemble de ces éléments. Autrement, elle risque d'être très aléatoire.

L'industrie des pêches n'est pas aussi importante que les autres industries primaires. Néanmoins, elle occupe une place importante dans l'économie de certaines régions, comme les Îles-de-la-Madeleine, la Gaspésie et la basse Côte-Nord. La production totale des pêches québécoises a augmenté à un taux d'environ 2 pour cent par année durant les trente dernières années. Cette industrie dépend des marchés d'exportation pour environ 70 pour cent de sa production. De 1950 à 1963, la valeur totale à l'expédition a doublé pour atteindre les dix millions de dollars. Quant aux immobilisations, elles ont presque doublé durant cette période grâce au financement par l'État de l'achat de bateaux et d'outillage par les pêcheurs. Le nombre de pêcheurs a eu tendance à se stabiliser à environ 6,000 depuis 1958 et ce nombre est encore considérable par rapport à la production. En conséquence, la productivité et les revenus sont faibles particulièrement au niveau de la pêche côtière. De plus, les pêcheurs ont eu à subir une détérioration de leurs termes d'échange tout comme les agriculteurs. Les prix reçus pour les produits de la pêche croissent moins vite que les prix payés pour les produits industriels. Certaines mesures gouvernementales destinées à relever le revenu des pêcheurs ont freiné leur mobilité tendant ainsi à perpétuer les problèmes qui se posent dans ce secteur. Bien que les conditions actuelles du marché soient excellentes, une concurrence très forte des producteurs des Provinces Maritimes et de certains pays européens sur les marchés extérieurs laisse peu d'espoir d'une réduction des difficultés chroniques de cette industrie québécoise.

La production de l'industrie minière a pris une expansion rapide depuis 1950 ; l'augmentation moyenne annuelle de la valeur totale de la production minérale a été d'environ 3 pour cent. De 1950 à 1963, la valeur de la production minérale a plus que doublé, passant de 221 millions à 520 millions de dollars. Le taux d'accroissement semble toutefois moins rapide depuis 1957 que durant les années

précédentes. Ce taux varie aussi d'une année à l'autre suivant la conjoncture économique ou la demande sur les marchés d'exportation. Il ne faut pas oublier qu'au moins 60 pour cent de notre production minérale trouve preneur à l'étranger. Au cours des quinze dernières années, l'industrie minière s'est signalée non seulement par une croissance rapide mais aussi par son déplacement vers les régions nordiques du Québec. L'exploitation du minerai de fer, en particulier, s'est développée d'une façon spectaculaire. Ce développement s'est traduit par une forte augmentation des dépenses en immobilisations jusqu'en 1957 surtout. Par la suite, les investissements ont plutôt eu tendance à se stabiliser. Le nombre d'employés dans les mines et carrières a aussi légèrement augmenté jusqu'en 1957 et il s'est maintenu ensuite à environ 32,000. La production par travailleur s'est accrue à un rythme très rapide durant cette période. Une utilisation intense de capital et l'importance grandissante des opérations mécanisées en sont les raisons fondamentales. Il s'ensuit que les salaires sont relativement élevés dans l'industrie minière mais l'embauche se limite de plus en plus à des travailleurs spécialisés et capables de voir au fonctionnement des machines. L'industrie minière, malgré son développement, offre donc un débouché très limité à la main-d'œuvre du Québec, et particulièrement à celle qui vit dans les régions défavorisées.

La valeur totale de la production forestière a augmenté en moyenne d'environ 7 pour cent par année de 1950 à 1960 pour atteindre finalement le milliard de dollars. Cette augmentation ne fut pas soutenue durant cette période à cause des changements de la demande sur les marchés d'exportation. La majeure partie de notre production de pâtes et papiers et de notre bois de construction étant exportée, il est très difficile, sinon impossible, de se soustraire aux variations de la demande et de la concurrence sur les marchés extérieurs. L'industrie des pâtes et papiers est celle dont l'augmentation a été la plus sensible, soit 47 pour cent en dix ans. La production de l'industrie du bois de construction ne s'est accrue que de 14 pour cent durant la même période. Un changement considérable s'est produit dans l'emploi de la main-d'œuvre forestière. L'introduction de la scie mécanique et de la machinerie lourde en forêt fait que le travail forestier qui se faisait pendant l'hiver se fait maintenant de

plus en plus pendant l'été. Les exploitants forestiers tendent aussi à embaucher leur main-d'œuvre à l'année longue. Une tendance à la baisse de l'emploi dans les opérations forestières et dans les usines est donc apparue depuis quelques années. Ces changements peuvent avoir de profondes répercussions sur certaines catégories de main-d'œuvre dont une partie des revenus provenait du travail en forêt, tels les cultivateurs et les pêcheurs. Dans certaines régions, cette évolution a donné une importance accrue aux différentes formes d'assistance sociale ou de paiements de transfert qui se substituent maintenant aux revenus d'appoint en forêt.

Bref, toutes les industries primaires du Québec ont certains traits communs : l'évolution technologique y est rapide, la production augmente mais l'emploi diminue. De sérieux problèmes de déplacement et d'adaptation de la main-d'œuvre sont à prévoir dans les années à venir.

Depuis 1950, il est devenu de plus en plus évident que le progrès économique du Québec dépend, dans une large mesure, du développement d'industries manufacturières. La croissance du secteur secondaire permet la création de nouveaux emplois par l'introduction de nouveaux procédés de fabrication et de nouveaux produits. Toutefois, cette croissance a ses exigences. L'utilisation de machines de plus en plus complexes, la mécanisation ou l'automatisation demandent une main-d'œuvre spécialisée qui n'est pas toujours prête à assumer de nouvelles fonctions. La main-d'œuvre du secteur primaire, qui se dirige vers le secteur secondaire, doit faire face à des problèmes d'adaptation très sérieux. En outre, les besoins de main-d'œuvre par unité de production ont tendance à diminuer dans les industries manufacturières. Le développement de l'emploi n'est donc pas aussi rapide qu'on l'aurait espéré. Par exemple, la valeur de la production dans les industries de transformation du Québec a augmenté de 100 pour cent de 1950 à 1963 : de 4.1 à 8.4 milliards de dollars. Durant la même période, l'emploi s'est accru d'un peu moins de 17 pour cent, ce qui est très peu relativement aux fortes augmentations de la production. L'énergie mécanique se substitue au travail de l'homme. Cette hypothèse peut d'ailleurs se vérifier facilement en étudiant l'évolution des investissements privés et publics dans les industries de fabrication. De 1950 à 1964, le taux

d'accroissement annuel moyen des immobilisations dans les machines et l'outillage a été d'environ 15 pour cent, alors que celui de l'emploi n'atteint pas 2 pour cent. D'autre part, cette évolution globale du secteur manufacturier cache les faiblesses de certaines industries de transformation. Certaines industries ont plutôt subi une diminution de l'emploi durant cette période (l'industrie du textile), d'autres n'ont fait aucun gain (les industries du tabac, du papier, des métaux non ferreux et des produits chimiques). Il va de soi que les régions qui possèdent ces types d'industries peuvent avoir une croissance économique moins rapide que celles qui ont des industries plus dynamiques et plus diversifiées.

Au total, une diminution de l'emploi au secteur primaire et une faible augmentation au secteur secondaire furent heureusement accompagnées par une très forte augmentation de l'embauche dans les industries du secteur tertiaire ou des services (transports, services publics, commerce, finance, etc.).

De 1951 à 1961, la main-d'œuvre du secteur tertiaire s'est en effet accrue de plus de 40 pour cent. 52 pour cent de la main-d'œuvre totale du Québec œuvrent maintenant dans les industries des services. Par comparaison, environ 33 pour cent et 11 pour cent font respectivement partie des secteurs secondaire et primaire. Le tableau I permet de mesurer l'évolution de 1951 à 1961.

Durant cette période, deux tendances se sont donc produites. Premièrement, l'augmentation nette de l'emploi dans les industries

Tableau I
Main-d'œuvre par secteur au Québec

	1951		1961	
	nombre	p.c.	nombre	p.c.
Primaire	262,908	17.86	202,521	11.45
Secondaire	526,918	35.79	592,804	33.53
Tertiaire	652,481	44.33	921,527	52.12
Indéfinie	29,533	2.02	51,267	2.00
Total	1,471,840	100	1,763,119	100

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

productrices de biens et dans la construction (les secteurs primaire et secondaire) n'a été que de 5,499, par opposition à une augmentation de près de 270,000 dans les industries des services. Deuxièmement, un fort déplacement de la main-d'œuvre a eu lieu à l'intérieur des secteurs primaire et secondaire. Le premier a subi une perte nette de 60,387 emplois, l'autre a bénéficié d'un gain de 65,886 emplois. Théoriquement, l'expansion des industries du secteur secondaire aurait été suffisante pour absorber la main-d'œuvre déplacée du secteur primaire. En pratique, toutefois, il est probable que le secteur secondaire n'a pu recevoir toute cette main-d'œuvre et ce, surtout, par manque de connaissances technologiques d'une forte proportion de cette main-d'œuvre. C'est plutôt la jeune main-d'œuvre spécialisée qui entre dans les industries de transformation. En conséquence, très peu de possibilités s'offrent aux travailleurs déplacés du secteur primaire, sinon le chômage.

Au Québec, les emplois qui exigent le moins de formation scolaire sont en voie de diminution. Les industries demandent des spécialistes et des travailleurs qualifiés. Et, sous ce rapport, le Québec est défavorisé par rapport au reste du Canada, comme on peut le constater au tableau II.

En 1961, environ 52 pour cent de notre main-d'œuvre n'avaient pas dépassé le seuil du niveau primaire, 28 pour cent avaient complété le secondaire et 8.87 pour cent étaient des universitaires. Au Canada, ces pourcentages étaient respectivement d'environ 44, 46 et 9. Nous sommes donc en retard en comparaison du Canada et l'effort à accomplir dans le domaine éducatif est immense. De cet effort dépend aussi la croissance économique du Québec.

Tableau II
Instruction de la main-d'œuvre, 1961

	Niveau primaire	Niveau secondaire	Niveau universitaire
	(p.c.)	(p.c.)	(p.c.)
Québec	52.26	28.69	8.87
Canada	44.25	46.32	9.29

Pour en revenir au secteur tertiaire, voyons enfin son évolution sur les plans des investissements et de la composition de la main-d'œuvre. De 1950 à 1964, il s'en dégage les faits suivants :

- les investissements annuels totaux ont quadruplé ou presque. Ils atteignent maintenant les 835 millions ;
- les investissements dans les services d'utilité publique ont été plus rapides que dans les entreprises du commerce de la finance et des services commerciaux ;
- le taux d'accroissement annuel moyen des investissements a été d'environ 20 pour cent durant cette période ;
- de la main-d'œuvre travaillant dans le secteur tertiaire, l'augmentation la plus sensible eut lieu chez les professionnels et techniciens (58 pour cent), suivis des employés de bureau (46), des travailleurs des services (45), des vendeurs (36), des administrateurs (25) et des travailleurs des transports (20).

Les conclusions qui se dégagent de cette analyse sont que le secteur tertiaire se développe plus rapidement que les deux autres secteurs et que, grâce à ce développement, il est devenu la principale source d'emplois pour notre main-d'œuvre. Si nous voulons éviter de graves problèmes économiques et sociaux, il faut espérer que le rythme de la création d'emplois dans ce secteur se maintienne dans les années à venir.

*
* *

Un des objectifs les plus pressants de la politique du Québec est le développement de ses diverses régions économiques. Car un degré de participation équilibrée des dix régions économiques à la croissance économique du Québec demeure encore un idéal extrêmement lointain chez nous. En fait, le déséquilibre inter-régional est profond et il a probablement tendance à s'accroître d'une année à l'autre.

Traditionnellement, le Québec est divisé en deux parties : d'une part, les régions dites concentriques, Montréal et Montréal métropolitain ; d'autre part, les régions dites excentriques, les Cantons-de-l'Est, Trois-Rivières, Québec, Gaspésie-Rive sud, Saguenay-Lac-St-

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Jean, l'Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Côte-Nord-Nouveau-Québec. Les régions concentriques sont caractérisées par une croissance économique rapide. Les régions excentriques donnent lieu, sauf de rares exceptions, à un développement économique lent ou même à une certaine stagnation. Ces dernières sont souvent appelées régions sous-développées ou défavorisées, impliquant ainsi un revenu *per capita* relativement bas. Cette mesure statistique du degré de développement économique d'une région, malgré les difficultés d'ordre conceptuel qu'elle présente, est à peu près la seule que nous pouvons utiliser avec une certaine facilité. Selon cette mesure, le revenu personnel brut *per capita* atteignait environ 1,341 dollars au Québec en 1961. Toutefois, le revenu personnel brut *per capita* est inférieur à ce montant dans toutes les régions économiques du Québec sauf deux, le Montréal métropolitain et la Côte-Nord-Nouveau-Québec.

Si l'ordre des régions du point de vue du revenu par habitant était maintenant utilisé comme mesure de leur développement, passant de la plus défavorisée à la moins défavorisée, on aurait l'ordre suivant : 1) Gaspésie-Rive sud, 2) Abitibi-Témiscamingue, 3) Can-

Tableau III

Revenu personnel par habitant, selon les régions, 1961 ²

	Revenu	
	En dollars	En p.c.
1 — Gaspésie-Rive sud	709	53
2 — Saguenay-Lac-St-Jean	1,067	80
3 — Québec	1,163	87
4 — Trois-Rivières	1,108	83
5 — Cantons-de-l'Est	1,052	78
6 — Montréal	1,177	88
7 — Montréal métropolitain	1,747	130
8 — Outaouais	1,234	92
9 — Abitibi-Témiscamingue	1,047	78
10 — Côte-Nord-Nouveau-Québec	1,549	116
Total, province de Québec	1,341	100

2. Source : Bureau des Recherches Économiques, ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec.

tons-de-l'Est, 4) Saguenay-Lac-St-Jean, 5) Trois-Rivières, 6) Québec, 7) Montréal, 8) Outaouais, 9) Côte-Nord-Nouveau-Québec, 10) Montréal métropolitain. Cependant, une part de plus en plus large en paiements de transfert des gouvernements provincial et fédéral tend à masquer la faiblesse relative de l'activité génératrice de revenu dans certaines régions. En somme, le revenu *per capita* serait beaucoup plus faible qu'il ne l'est présentement si ce n'était l'apport substantiel de l'État dans les régions défavorisées. En Gaspésie, par exemple, 30 pour cent du revenu du père de famille provient des paiements de transfert³ alors que ce pourcentage n'est que de 10 dans les familles ouvrières québécoises⁴. L'État intervient donc pour atténuer, dans une certaine mesure, l'inégalité de revenus des régions du Québec.

Comment expliquer cette inégalité inter-régionale des revenus ? Pourquoi certaines régions sont-elles plus pauvres que d'autres ? Quels sont les facteurs socio-économiques qui peuvent expliquer un tel état de choses ?

Nos régions excentriques sont affectées par un chômage chronique. L'accroissement naturel de la population est généralement très élevé ou l'offre de travail s'accroît à un rythme rapide, alors que la demande de travail diminue dans la plupart des secteurs de l'activité économique. Les principales ressources de ces régions, l'agriculture, la forêt, les pêches et les mines ne peuvent absorber les surplus de main-d'œuvre et perdent même chaque année une partie de leurs effectifs. Les industries primaires utilisent relativement moins de main-d'œuvre. Le secteur secondaire est faible ou fortement mécanisé. Les industries saisonnières dominent aussi tout le processus économique régional. Il existe donc un déséquilibre profond entre l'offre et la demande de travail. La preuve en est faite lorsque l'on examine la situation de l'emploi et du chômage en Gaspésie, par exemple. Les chefs de famille travaillent en moyenne 29 semaines et en chôment 23, soit près de six mois de chômage⁵. De ce fait, la main-d'œuvre de nos régions défavorisées doit de toute nécessité

3. Daneau, Marcel, *Situation économique des familles rurales de la Gaspésie*, 1963 (inédit).

4. Tremblay, M.-A. et Fortin, Gérald, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec*, Presses de l'Université Laval, 1965.

5. Daneau, Marcel, *Situation économique des familles rurales de la Gaspésie*, 1963 (inédit).

se diriger vers les régions industrielles, soit Montréal ou le Montréal métropolitain, pour se trouver du travail. Mais ce mouvement de population ne fut pas assez rapide pour éliminer le chômage, déguisé ou non, qui sévit dans les régions excentriques. Et cette importante main-d'œuvre résiduelle pose des problèmes extrêmement sérieux d'utilisation à l'intérieur des territoires concernés. Néanmoins, l'emploi de cette main-d'œuvre serait possible par le réaménagement des ressources existantes, le développement d'industries de transformation de ces mêmes ressources et par l'implantation d'autres industries non axées spécifiquement sur l'utilisation des matières premières de ces territoires, ou par la décentralisation industrielle. Dans la conjoncture économique actuelle, il semble que la décentralisation industrielle pose le plus grand nombre de difficultés. Il est vrai que certaines politiques fiscales, tels le moratoire fiscal, la dépréciation accélérée et les subsides directs de l'État sont d'excellentes mesures de décentralisation mais, par elles-mêmes, il est douteux qu'elles puissent agir efficacement. Au Québec, l'attrait du marché et la rentabilité des entreprises demeurent les facteurs les plus importants de localisation de l'entreprise privée. Sous ce rapport, il est possible que la décentralisation repose surtout sur l'entreprise étatique comme moyen d'alléger le manque d'emplois des régions sous-développées du Québec. Bref, la faiblesse des revenus *per capita* de la plupart des régions économiques du Québec provient d'un manque de capital, d'une population excédentaire par rapport aux ressources disponibles, d'absence de ressources adéquates et de progrès technologique rapide. Cependant, ces facteurs agissent différemment selon les régions et expliquent les variations inter-régionales de la croissance économique. Malheureusement, la comptabilité régionale n'existe pas pour corroborer ces faits. Les seuls outils statistiques disponibles sont l'emploi et la valeur de la production dans les industries de transformation. Ces chiffres donnent quand même une idée de l'évolution industrielle des diverses régions économiques du Québec.

Nous avons examiné précédemment la régression de l'emploi dans l'agriculture et l'exploitation forestière. Il va de soi que les régions dominées par ces industries ont des problèmes d'ajustements très sérieux. Si, en même temps, ces régions doivent aussi subir une diminution de l'emploi dans le secteur des industries manufacturières

res, les problèmes deviennent doublement sérieux. Dans les cas de la Gaspésie-Rive sud, de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue, l'emploi a diminué d'environ 9 pour cent dans les industries de transformation de 1950 à 1960. Dans les régions du Saguenay-Lac-St-Jean, des Trois-Rivières et des Cantons-de-l'Est, l'emploi augmente très peu ou a eu tendance à se stabiliser au cours des dernières années. Finalement, les régions de Montréal, de Montréal métropolitain, de Québec et de la Côte-Nord-Nouveau-Québec semblent jouir d'une expansion de l'emploi relativement plus forte que les autres régions dans le secteur des industries de transformation. En résumé, il est évident que la croissance économique a des intensités différentes selon les régions. Il apparaît aussi que l'axe Montréal-Québec prend de plus en plus la forme d'un immense pôle de développement et d'attraction pour la main-d'œuvre de tout le Québec. Ce processus dynamique de concentration a influencé l'évolution économique du Québec pendant les quinze dernières années. Il est d'ores et déjà assuré que ce processus la conditionnera encore durant de très nombreuses années.

En terminant, notons les principaux facteurs qui expliquent le niveau des revenus *per capita* de chacune des dix régions économiques du Québec.

La région de la Gaspésie-Rive sud a une économie axée sur les industries du secteur primaire : agriculture, pêche, forêt et mines. L'agriculture y est généralement pauvre ou marginale, sauf sur une mince lisière qui borde le fleuve St-Laurent et la baie des Chaleurs. Le domaine forestier est exploité à pleine capacité et montre même des signes graves de sur-exploitation. L'industrie de la pêche a pris une certaine expansion durant ces dernières années mais elle atteint présentement le point de saturation. Le développement du secteur minier a eu peu d'effet sur l'économie régionale. Le secteur secondaire est faible mais le secteur tertiaire s'est assez bien développé dans certaines villes de services telles Rimouski, Rivière-du-Loup et Gaspé. Il y a émigration des éléments jeunes et actifs de la population.

Au Saguenay-Lac-St-Jean, l'agriculture, la forêt et les mines jouent un rôle de premier plan dans l'activité économique. L'agriculture est surtout prospère dans la plaine alluviale du Lac-St-Jean puis elle dépérit graduellement sur les flancs rocheux des Lauren-

tides. Les fermes marginales qui s'y trouvent retirent leurs revenus en grande partie de l'exploitation forestière. Le secteur secondaire est peu diversifié, se limitant à deux types de production ; la fabrication de l'aluminium et des pâtes et papiers. Ce sont des industries utilisatrices de capital et non de main-d'œuvre. L'absence de diversité industrielle fait que le ralentissement de la production dans l'une ou l'autre de ces industries a un effet très considérable sur toute l'économie régionale.

Dans la région de Québec on a affaire encore une fois à un milieu agricole et rural, relativement prospère en bordure du St-Laurent et pauvre dans l'arrière-pays. La ville de Québec y joue le rôle de pôle majeur d'attraction et d'influence des activités économiques et de la main-d'œuvre. L'industrie des services s'y est, par conséquent, bien développée sans qu'il n'y ait de véritable contrepartie dans le secteur industriel. La région de Québec ne manifeste donc pas tout le dynamisme qu'on pourrait espérer.

Les villes des Trois-Rivières et de Shawinigan fournissent à la région de la Mauricie une prospérité enviable grâce à un certain nombre d'entreprises plus ou moins diversifiées comme les pâtes et papiers, les textiles et les produits chimiques. À faible distance de Montréal et localisée autour de centres urbains moyens, l'agriculture y trouve un débouché pour ses produits et les revenus des cultivateurs sont plus élevés que dans les régions de Québec, du Saguenay-Lac-St-Jean et autres régions périphériques. L'exploitation forestière est aussi plus rentable qu'ailleurs à cause de la proximité des usines transformatrices du bois. De ce fait, les revenus *per capita* sont à peu près de même niveau que ceux de la région de Montréal.

Les Cantons-de-l'Est, région montagneuse, vivent d'une agriculture moins prospère que celle des régions de Montréal, des Trois-Rivières et de Québec dans l'ensemble. On y trouve un certain nombre de villes moyennes, Sherbrooke, Drummondville et Granby, qui réunissent des entreprises anciennes (industrie des textiles) et nouvelles (industries légères). Les centres d'industries légères paraissent plus dynamiques que les autres. Le manque d'industries motrices et lourdes est un handicap sérieux au développement économique de la région.

La région de Montréal bénéficie de la concentration et du débordement des activités de la ville de Montréal. La formation de

viles satellites autour du grand centre en est une excellente preuve. L'agriculture de la région de Montréal est prospère dans l'ensemble. Les riches basses terres alluviales du St-Laurent, le climat, les marchés lui fournissent les éléments essentiels de sa richesse. Le secteur primaire, toutefois, est nettement relégué au troisième rang après le secondaire et le tertiaire.

Montréal est l'agglomération la plus importante, la plus diversifiée et la plus dynamique du Québec. Elle possède les facteurs traditionnels de localisation, la main-d'œuvre, les marchés, les capitaux, le personnel technique et administratif, enfin tous ces critères qui en font le centre polarisateur des activités économiques de la province. La concentration industrielle commerciale et financière a fait de Montréal, à toute fin pratique, le grand centre de décision du Québec.

Les revenus *per capita* de la région de l'Outaouais sont passablement élevés, grâce à l'apport de la ville d'Ottawa dans le comté environnant de Hull. Les fonctionnaires canadiens-français y ont établi leur résidence de même que certains services fédéraux. D'autre part, l'agriculture n'est guère rentable dans les comtés de Gatineau et de Pontiac et le revenu par acre est même inférieur à celui de la Gaspésie-Rive sud. L'exploitation forestière occupe encore une place dominante dans l'économie régionale.

Région minière, agricole et forestière, peu industrialisée, l'Abitibi-Témiscamingue est aussi victime de l'éloignement des principaux centres de développement. Cet éloignement freine sa croissance économique. Son économie est centrée sur l'exploitation des matières premières dont la valeur ajoutée est moindre que sur les produits transformés. En conséquence, les revenus *per capita* sont inférieurs à la moyenne provinciale et rejoignent à peine le niveau atteint dans la région du Saguenay-Lac-St-Jean.

L'industrie minière, enfin, a bouleversé l'économie de la Côte-Nord-Nouveau-Québec. Les salaires versés par cette industrie sont élevés et attirent une main-d'œuvre nombreuse des régions adjacentes. La population s'est accrue considérablement et des villes comme Baie-Comeau, Sept-Îles, Gagnonville sont devenues de véritables petits pôles de croissance et d'attraction. Leurs effets de polarisation sont cependant limités par l'absence d'industries de transformation du minerai.

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Cette rapide comparaison des diverses régions économiques du Québec nous révèle, en résumé, qu'il y a un déséquilibre profond entre la zone métropolitaine de Montréal et les régions périphériques. Ce déséquilibre résulte d'un ensemble de facteurs socio-économiques qui font bénéficier la ville de Montréal d'une croissance rapide et les autres d'une expansion lente. Le déséquilibre intra-régional est aussi très grave. À l'intérieur des régions économiques, certaines villes s'appauvrissent, d'autres se développent. Il nous apparaît urgent d'appuyer le développement des villes dynamiques qui peuvent devenir de véritables pôles de croissance régionale.

Marcel DANEAU,
professeur à l'Université Laval

APPENDICE

(voir pages 682 à 692)

Tableau I
Comptabilité nationale du Québec, 1950-1963¹
(en millions de dollars)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Revenu personnel total	3,317	3,763	4,152	4,469	4,647	4,847	5,318	5,742	6,071	6,353	6,736	7,248	7,749	8,225
Revenu personnel par habitant (en dollars)	836	928	995	1,047	1,059	1,073	1,149	1,204	1,238	1,265	1,310	1,378	1,444	1,504
Revenu personnel disponible	3,153	3,535	3,861	4,160	4,331	4,463	4,900	5,281	5,667	5,904	6,213	6,663	7,110	7,541
Traitements, salaires et revenu supplémentaire de la main-d'œuvre	2,237	2,634	2,908	3,127	3,213	3,377	3,817	4,103	4,237	4,447	4,708	4,973	5,318	5,667
Revenu net des agriculteurs provenant de l'exploitation agricole	205	253	233	232	217	218	186	176	194	182	178	181	191	177
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles	302	325	358	374	374	395	439	451	465	500	496	521	547	570
Intérêts, dividendes et loyers nets des personnes	328	330	353	400	440	439	446	514	530	612	683	731	791	863
Transferts des gouvernements à l'exclusion de l'intérêt de la dette publique	285	274	352	389	443	467	483	555	709	681	776	949	1,006	1,065

1. National Accounts, Income and Expenditure, (13-502) et (13-201), O.P.S., Ottawa.

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Tableau II
Main-d'œuvre et chômage au Québec, 1950-1964²
(en milliers)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Population âgée de 14 ans et plus ..	2,672	2,715	2,790	2,842	2,908	2,975	3,039	3,121	3,193	3,265	3,339	3,418	3,499	3,585	3,661
Main-d'œuvre totale	1,433	1,462	1,505	1,538	1,561	1,591	1,615	1,675	1,730	1,752	1,796	1,812	1,842	1,892	1,936
Main-d'œuvre employée	1,370	1,420	1,448	1,480	1,470	1,493	1,535	1,574	1,577	1,613	1,632	1,644	1,703	1,751	1,805
Main-d'œuvre agricole	254	229	203	203	214	172	165	171	160	154	135	138	131	122	121
Main-d'œuvre non agricole	1,122	1,196	1,255	1,284	1,259	1,323	1,373	1,408	1,421	1,464	1,501	1,506	1,572	1,629	1,685
Employés payés	non disponible			1,151	1,122	1,185	1,236	1,264	1,287	1,334	1,360	1,361	1,428	1,489	1,532
Chômeurs	63	42	57	58	92	98	80	101	153	138	164	168	138	140	131
Population non active	1,239	1,253	1,285	1,304	1,347	1,384	1,424	1,446	1,468	1,514	1,543	1,607	1,657	1,693	1,724

2. Relevé des effectifs au travail, O.F.S., Ottawa; La main-d'œuvre, 1950-1964, (71-001F), O.F.S., Ottawa; La Gazette du Travail, 1953-1964, ministère du Travail, Ottawa; Annuaire du Québec et Revue Statistique du Québec, B.S.Q., ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec.

Tableau III**Les finances publiques au Québec, 1950-1963**

(en milliers de dollars)

	Dépenses totales municipales ³	Dépenses tota- les générales brutes provin- ciales ⁴		Dépenses totales municipales ³	Dépenses tota- les générales brutes provin- ciales ⁴
1950	—	270,597	1957	319,311	539,987
1951	184,951	303,452	1958	352,799	587,245
1952	202,248	342,598	1959	415,298	669,321
1953	214,626	345,011	1960	434,209	832,077
1954	246,771	384,957	1961	467,063	1,028,458
1955	261,854	439,655	1962	466,885	—
1956	290,430	475,474	1963	496,406	—

Tableau IV**Investissements privés et publics au Québec, 1950-1964,
dépenses de réparation et d'entretien exclues⁵**

(en millions de dollars)

	Cons- truction	Machine- rie et équipe- ment	Total		Cons- truction	Machine- rie et équipe- ment	Total
1950	558	288	846	1958	1,437	617	2,054
1951	692	373	1,065	1959	1,460	634	2,094
1952	843	440	1,283	1960	1,327	680	2,007
1953	891	483	1,374	1961	1,386	622	2,008
1954	938	424	1,362	1962	1,512	642	2,154
1955	1,074	472	1,546	1963 ⁶	1,569	712	2,281
1956	1,260	591	1,851	1964 ⁷	1,904	782	2,686
1957	1,377	652	2,029				

3. *Financial Statistics of Municipal Governments, 1951-1963*, (68-203), O.F.S., Ottawa.

4. *Financial Statistics of Provincial Governments, 1950-1961* (68-207), O.F.S., Ottawa.

5. *Investissements privés et publics au Canada, 1950-1964*, ministère du Commerce, Ottawa.

6. Chiffres préliminaires.

7. Prévisions.

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Tableau V
Épargne au Québec, 1949-1962⁸
(en millions de dollars)

	Épargne nette des personnes	Épargne des entreprises		Épargne nette des personnes	Épargne des entreprises
1949	224.9	459.41	1958	—	701.0
1951	318.8	531.74	1959	430.9	758.1
1953	322.8	644.96	1960	—	704.7
1955	215.1	—	1961	437.9	719.1
1956	—	682.2	1962	425.0	—
1957	298.4	699.3			

Tableau VI
Les dépenses de consommation au Québec, 1950-1963
(en milliers de dollars)

	Ventes au détail effectuées au Québec			Ventes au détail effectuées au Québec	
	Ventes totales ⁹	Véhicules automobiles neufs ¹⁰		Ventes totales ⁹	Véhicules automobiles neufs ¹⁰
1950	2,182,983	166,992	1957	3,521,412	359,479
1951	2,442,649	189,770	1958	3,646,651	328,237
1952	2,335,302	207,196	1959	3,877,558	344,489
1953	2,756,136	228,224	1960	3,944,345	376,597
1954	2,797,617	214,362	1961	4,108,857	399,428
1955	3,005,671	272,505	1962	4,444,800	466,421
1956	3,222,150	346,745	1963	4,772,500	526,848

8. *Québec, La situation économique, 1961, 1962*, Bureau de Recherches économiques, ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec.

9. *Retail Trade, 1950-1963*, (63-005), O.F.S., Ottawa.

10. *New Motor Vehicle Sales, 1950-1963*, (63-208), O.F.S., Ottawa.
(Notes des tableaux VII et VIII, p. 686)

11. *Farm Net income, 1950-1963*, (21-202), O.F.S., Ottawa.

12. *Index of Farm Production, 1950-1963*, (21-203), O.F.S., Ottawa.

13. *Index Numbers of Farm Prices of Agricultural Products, 1950-1964*, (62-003), O.F.S., Ottawa.

14. *La main-d'œuvre, 1950-1963*, (71-001F), O.F.S., Ottawa.

15. *Pêcheries maritimes, 1958-1960*, et *Pêcheries commerciales, 1961 et 1962*, B.S.Q., ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec; *Québec, La situation économique, 1963*, Bureau de Recherches économiques, *idem*.

16. *Pêcheries maritimes, 1958-1960*, B.S.Q., ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec.

17. Daneau, Marcel, « L'industrie des pêches maritimes du Québec », *L'Actualité Économique*, janvier-mars 1961.

Tableau VII
L'agriculture, Québec, 1950-1964

	Revenu total (en milliers de dollars)		Indice de la production ¹¹	Indice des prix à la ferme ¹²	Main- d'œuvre ¹⁴
	Brut	Net ¹¹	(1949 = 100)	(1935-39 = 100)	(en milliers)
1950	403,350	211,416	108.0	260.9	254
1951	482,186	261,476	110.6	305.6	229
1952	462,362	241,888	116.2	290.2	203
1953	447,780	238,144	113.3	272.1	203
1954	445,188	216,442	110.9	264.3	214
1955	462,249	228,482	124.6	261.7	172
1956	470,866	193,630	127.2	258.8	165
1957	457,718	185,035	128.0	264.8	171
1958	503,912	203,699	133.8	274.8	160
1959	503,340	191,848	134.3	272.7	154
1960	499,029	185,686	134.5	273.6	135
1961	521,169	179,073	143.3	274.4	138
1962	538,339	179,668	152.3	274.7	131
1963	554,290	189,052	154.8	274.2	122
1964	—	—	—	274.2	121

Tableau VIII
Les pêcheries maritimes, Québec, 1950-1963

	Valeur totale à l'expédition ¹⁵ (en milliers de dollars)	Immobi- li-sations ¹⁶ (en milliers de dollars)	Indices des prix moyens payés aux pêcheurs ¹⁷ (1947-1949 = 100)	Nombre des pêcheurs ¹⁸
1950	4,992	3,290	86	6,810
1951	4,968	3,248	105	5,525
1952	5,648	3,166	90	4,935
1953	5,168	3,626	93	5,053
1954	4,615	3,590	97	4,955
1955	5,689	3,795	82	4,884
1956	7,343	4,461	99	5,290
1957	7,125	4,664	91	5,580
1958	7,411	5,194	107	6,172
1959	7,413	5,700	—	6,193
1960	7,087	6,788	—	5,387
1961	7,649	—	—	6,131
1962	9,249	—	—	6,037
1963	10,000	—	—	6,500

Notes 11 à 17 : voir page 685.

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Tableau IX

Les mines, Québec, 1950-1963

	Valeur totale annuelle de la production ^a (en milliers de dollars)	Capitaux déboursés par les prin- cipaux exploitants ^b (en milliers de dollars)	Ouvriers employés dans les mines et carrières ^c
1950	220,665	—	26,443
1951	255,932	31,972	28,498
1952	270,740	48,648	30,810
1953	252,354	48,201	29,088
1954	278,933	69,644	29,680
1955	357,562	61,250	31,103
1956	423,004	59,365	31,743
1957	406,489	102,932	34,726
1958	366,002	61,699	31,927
1959	441,300	71,981	32,984
1960	446,637	84,280	32,245
1961	455,523	64,710	31,898
1962	519,146	—	—
1963	529,388	—	—

Tableau X

La forêt, Québec, 1950-1963

	Valeur totale de la production ^a (en milliers de dollars)	Pâtes et papiers		Bois de sciage	
		Valeur brute de la production ^a (en milliers de dollars)	Valeur nette de la production ^a (en milliers de dollars)	Valeur de la production ^a (en milliers de dollars)	Nombre d'employés ^b
1950	509,428	421,721	221,296	65,563	19,615
1951	650,195	524,164	272,958	82,374	19,358
1952	645,065	508,124	244,707	78,156	18,025
1953	635,568	511,475	251,527	82,269	17,553
1954	648,434	532,327	270,538	74,988	16,529
1955	677,849	560,900	288,689	70,858	15,841
1956	733,518	622,926	308,042	78,766	13,805
1957	717,986	597,119	292,452	74,960	13,351
1958	653,537	557,233	280,961	66,002	12,347
1959	868,903	585,960	294,232	72,148	12,377
1960	953,994	601,188	305,845	75,103	13,089
1961	—	620,710	317,192	74,291	12,584
1962	—	—	—	83,070	13,986
1963	—	—	—	88,851	12,255

Notes 18 à 24 : voir page 688.

Tableau XI

**Production, investissements et emploi, industries manufacturières,
Québec, 1950-1963**

	Valeur de la production ²⁵ (en milliers de dollars)	Investissements privés et publics, dépenses de réparation et d'entretien exclues ²⁶ (en milliers de dollars)			Nombre d'employés (cadres admi- nistratifs et ouvriers à la production) ²⁷
		Cons- truction	Machines et outillage	Total	
1950	4,142,473	44.0	108.5	152.5	390,163
1951	4,919,157	54.7	143.8	198.5	417,182
1952	5,176,235	66.0	164.9	230.9	429,698
1953	5,386,787	44.9	140.2	185.1	441,555
1954	5,395,786	72.4	131.5	203.9	424,095
1955	5,922,367	96.3	167.8	264.1	429,575
1956	6,622,503	114.1	222.6	336.7	446,137
1957	6,679,595	119.6	256.2	375.8	449,422
1958	6,754,799	83.4	217.2	300.6	429,358
1959	6,916,196	107.2	211.6	318.8	431,323
1960	7,206,096	86.4	218.2	304.6	433,949
1961	7,349,600	77.2	215.1	292.3	436,124
1962	8,084,500	93.9	239.8	333.7	453,739
1963	8,432,900	82.3 ²⁸	268.4 ²⁸	350.7 ²⁸	454,919
1964	—	99.5 ²⁹	328.8 ²⁹	428.3 ²⁹	—

25. Répartition et évolution de l'emploi, de la valeur de production, cahier no 4, Bureau de Recherches économiques, ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec; Industries manufacturières du Canada, section C, province de Québec 1961, (31-205), O.F.S., Ottawa; Québec, La situation économique 1963, op. cit.

26. Investissements privés et publics au Canada, 1950-1964, ministère du Commerce, Ottawa.

27. Répartition et évolution de l'emploi, de la valeur de production, op. cit.; Québec, La situation économique, 1963, op. cit.

28. Chiffres préliminaires.

29. Prévisions.

(Notes des tableaux IX et X, p. 687)

18. Industrie minière de la province de Québec en 1961, ministère des Richesses naturelles, Québec, 1963; Rapport préliminaire de la production minière, 1962, (26-203), O.F.S., Ottawa; Québec, La situation économique, 1963, B.R.E., ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec.

19. Industrie minière de la province de Québec en 1961, op. cit.

20. L'industrie minière de la province de Québec, 1950-1961, ministère des Richesses naturelles, Québec.

21. Rapport annuel du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec 1950-1961.

22. Annuaire du Québec 1963, B.S.Q., ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec; Les usines de pâtes et papiers, (36-204), O.F.S., Ottawa.

23. Rapport du ministre des Terres et Forêts, 1960-1961, Québec; Québec, La situation économique 1963, op. cit.; Opérations en forêt, (25-201), O.F.S., Ottawa.

24. Rapport du ministre des Terres et Forêts, 1960-1961, Québec; Québec, La situation économique 1963, op. cit.

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Tableau XII

**Investissements privés et publics au Québec,
secteur tertiaire, 1950-1964,
dépendances de réparation et d'entretien exclues³⁰**

(en millions de dollars)

	Service d'utilité publique	Commerce, finance et ser- vices commerciaux	Total
1950	139.8	80.2	220.0
1951	212.4	79.9	292.3
1952	306.0	72.6	278.6
1953	297.6	108.2	405.8
1954	278.1	121.4	399.5
1955	295.0	111.8	406.8
1956	395.9	142.1	538.0
1957	575.1	166.4	741.5
1958	610.6	181.9	792.5
1959	570.6	228.8	799.4
1960	534.5	244.9	779.4
1961	477.7	259.7	737.4
1962	453.1	257.5	710.6
1963 ³¹	503.9	242.1	746.0
1964 ³²	568.3	267.5	835.8

Tableau XIII

Main-d'œuvre dans le secteur tertiaire, Québec, 1950 et 1961³³

	1951		1961	
	Unités	P.c.	Unités	P.c.
Administrateurs	110,156	7.6	138,083	8.1
Professionnels et techniciens	114,176	7.9	179,705	10.4
Employés de bureau	150,796	10.4	220,481	12.8
Vendeurs	77,180	5.3	105,118	6.1
Travailleurs des services	137,295	9.3	197,671	11.5
Travailleurs des transports	96,199	6.7	114,665	6.7
TOTAL	685,802	47.2	955,723	55.6

30. Investissements privés et publics au Canada, op. cit.

31. Chiffres préliminaires.

32. Prévisions.

33. Recensement du Canada (1951 et 1961) O.F.S., Ottawa.

Tableau XIV
Distribution intra-provinciale de la valeur de la production, industries de transformation, 1950-1960 ⁸⁴

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
No 1 — Gaspésie-Rive sud	66,493	81,665	77,979	79,800	76,112	87,402	114,643	99,358	111,011	125,632	132,733
No 2 — Saguenay-Lac-St-Jean	240,437	284,184	310,820	328,973	338,934	394,527	424,351	351,635	377,801	354,853	401,178
No 3 — Québec	219,767	259,973	278,448	307,947	312,663	318,916	338,073	341,048	360,236	390,275	393,369
No 4 — Trois-Rivières	292,561	364,772	359,943	368,685	373,337	401,577	445,364	443,735	420,922	423,233	541,756
No 5 — Cantons-de-l'Est	360,808	412,573	410,394	374,686	380,998	431,986	476,966	497,590	501,227	528,624	562,586
No 6 — Montréal	374,666	479,214	497,355	515,622	528,576	571,648	633,776	655,565	650,708	699,650	727,644
No 7 — Montréal métropolitain	2,317,943	2,705,620	2,926,077	3,093,642	3,065,582	3,340,998	3,997,854	3,935,821	3,959,811	3,974,092	4,097,384
No 8 — Outaouais ...	117,144	141,037	138,799	140,313	139,578	153,961	157,099	153,917	153,001	160,536	155,474
No 9 — Abitibi-Témiscamingue ...	88,450	103,157	100,995	83,403	103,711	139,200	146,649	115,886	127,936	145,605	160,789
No 10 — Côte-Nord-Nouveau-Québec ...	24,461	29,058	31,081	30,125	29,529	31,861	34,788	35,769	46,102	65,180	78,352

34. Répartition et évolution de l'emploi, de la valeur de production, op. cit.

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Tableau XV
Distribution intra-provinciale de l'emploi dans les industries de transformation, 1950-1960
 (cadres administratifs et ouvriers à la production)³⁵

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
No 1 — Gaspésie-Rive sud	9,363	9,252	9,033	9,202	8,447	9,081	9,252	8,772	8,380	8,596	8,682
No 2 — Saguenay-Lac-St-Jean	11,742	12,812	13,650	14,161	14,600	15,429	15,629	12,907	14,604	13,431	14,756
No 3 — Québec	25,767	27,730	29,080	31,453	30,902	29,815	30,346	30,328	29,660	30,379	34,531
No 4 — Trois-Rivières	23,260	25,189	24,569	24,679	24,952	25,985	28,402	28,342	26,464	25,842	25,617
No 5 — Cantons-de-l'Est	39,661	41,570	39,029	40,129	37,364	39,656	40,421	40,321	37,864	30,566	40,834
No 6 — Montréal	44,736	51,898	52,540	53,847	51,472	52,371	54,238	54,774	51,348	52,133	51,179
No 7 — Montréal métropolitain	219,123	232,435	245,592	252,316	240,842	241,352	251,224	257,667	245,269	245,837	246,740
No 8 — Outaouais	8,860	9,304	9,339	9,287	9,061	9,355	9,501	8,646	8,565	8,610	8,441
No 9 — Abitibi-Témiscamingue	3,783	3,955	3,738	3,586	3,658	3,762	3,971	3,812	3,666	3,930	3,566
No 10 — Côte-Nord-Nouveau-Québec ..	1,006	1,132	1,211	1,219	1,246	1,290	1,405	1,376	2,087	2,311	2,390
Total	387,301	415,277	427,781	439,879	422,544	428,096	444,389	447,945	427,907	429,635	436,736

35. Répartition et évolution de l'emploi, de la valeur de production, op. cit.

Tableau XVI

Valeur de la production agricole
par région économique et par acre, 1961³⁶

	Valeur (en dollars)	Superficie (acres)	Valeur par acre (en dollars)
No 1 — Gaspésie-Rive sud	29,539,000	2,396,941	12.32
No 2 — Saguenay-Lac-St-Jean	12,368,000	771,070	16.04
No 3 — Québec	47,714,000	2,193,874	21.39
No 4 — Trois-Rivières	26,910,000	1,034,888	26.00
No 5 — Cantons-de-l'Est	59,103,000	2,937,049	20.12
No 6 — Montréal	94,670,000	2,975,842	31.81
No 7 — Montréal métropolitain	4,958,000	84,685	58.55
No 8 — Outaouais	9,748,000	887,961	10.98
No 9 — Abitibi-Témiscamingue	7,977,000	884,896	9.01
No 10 — Côte-Nord-Nouveau-Québec ..	363,000	41,286	8.80

36. Daneau, Marcel, « Utilisation économique des terres agricoles du Québec », *Agriculture*, vol. XXI, no 1, janvier-février 1964.